



Le défi demain sera de regarder vers le Sud, et effectivement les difficultés sont grandes. Jean-François Bernardin évoquait le problème de la Turquie, le problème de ces pays qui sont plus loin de l'espace continental européen du fait de la civilisation, de la religion, des habitudes et des niveaux de vie. Mais nous avons à bâtir des solutions inédites. Si nous dressons une muraille au bas de la Méditerranée, nous nous exposons à des chocs dont nous ne mesurons pas encore aujourd'hui les conséquences, mais qui seront terribles. On le voit dans les conflits qui sont nés autour de la Méditerranée, cette mer de passion, de violence, de tragédie qui est probablement un des espaces les plus chauds de la planète, non pas du fait de son climat, mais des hommes qui y vivent, du choc des civilisations dont la Méditerranée a toujours été le théâtre. En parler en Corse, c'est important parce que cela montre que la Méditerranée est quelque chose qui a une réalité économique. Nous pouvons, même si ce n'est pas la réalité immédiate de l'Europe, rêver, envisager des projets. C'est aussi une des forces du Président de la République d'avoir constamment ce souci du Sud, de penser que l'Europe est un espace au milieu d'un ensemble encore plus grand qui est celui de la globalisation, celui du monde, et donc essayer de trouver des passerelles en permanence pour que les autres espaces qui nous entourent, nous comprennent mieux.

La force des économies d'aujourd'hui, ce sont les réseaux. Je ne connais pas beaucoup de réseaux comme celui des Chambres de Commerce et d'Industrie et nous avons, avec votre réseau, une sorte d'objectif commun qui est de participer à ce réveil de notre pays, ce réveil de la croissance. Le gouvernement compte beaucoup sur vous, je sais que les entrepreneurs de France comptent

beaucoup sur le gouvernement, et c'était important de repartir aujourd'hui, au mois de septembre, avec des objectifs précis et surtout la volonté de travailler ensemble.



Jean AGNES _____
président de la CCI de Lyon.

J'observe que dans les quinze pays de l'Union européenne, c'est la France qui a le plus d'exigences en matière de communications financières, bilans, comptes de résultat concernant ses entreprises. Aucun autre pays de l'Union européenne n'a les mêmes obligations que les millions de PME qui font la force économique de ce pays. Pourquoi ce problème n'est-il pas réglé ? Pourquoi nos concurrents ont-ils beaucoup plus d'informations sur nous que l'inverse ?



Pierre PY _____
président de la CCI de Meaux.

Dans l'affaire Europe, jusqu'où va aller la solidarité ? En Allemagne, certains pensent que les difficultés écono-



miques d'aujourd'hui sont la conséquence de la réunification. Est-ce qu'on a pensé, en 1990 ou 91, lorsqu'on a dit qu'on allait faire adhérer les pays de l'Est aux incidences sur le niveau de vie des quinze pays actuels ?

Serge LESIMPLE _____
président trésorier de la CCI d'Annecy.



Monsieur le Ministre, nous avons dit au cours de la journée, à plusieurs reprises, que nous avons une population vieillissante, que dans nos entreprises notamment dans le BTP, dans la restauration, dans les services, nous manquons de bras aujourd'hui, et nous assistons à une arrivée massive de demandeurs d'asile qui viennent de pays qui sont au bord de l'Europe ou qui sont en train de demander leur entrée dans l'Europe. Ces gens aujourd'hui, nous ne les traitons pas dignement, nous les laissons dans des squats, ce sont généralement des jeunes gens, disons 17-30 ans, qui sont en pleine force, qui ont envie de travailler ; nous les laissons dans des abris de fortune, ils créent l'insécurité dans nos villes, et là-dessus nous n'avons pas de réponse de l'Etat. J'aimerais que vous puissiez nous dire ce que vous comptez faire à ce sujet.

Christian SAINT-ETIENNE _____

Je rappelle la question de Jean-François Bernardin sur la dimension de l'Europe : mobiliser l'Europe, mais quelle Europe ? Dans un article du Monde, un philosophe disait : personne ne pense que l'avenir des Etats-Unis d'Amérique est d'englober la totalité des Etats-Unis d'Amérique, pourquoi faut-il penser que l'avenir de l'Europe est d'englober la totalité des pays d'Europe ? Il n'y a

jamais eu de réflexion sur ce point : à partir de quand considère-t-on l'Europe achevée ? Renaud Dutreil, merci de vos réponses à ces questions.

Renaud DUTREIL _____

La France a une tradition de droit très forte, donc bien souvent elle en fait plus qu'il ne faudrait. Elle se retrouve piégée par sa propre vertu, et on le voit bien dans le domaine de la communication financière, mais on le voit aussi dans d'autres secteurs où l'on traque toutes les entorses à la législation, où l'on essaie de veiller à ce que tous les acteurs soient parfaitement en conformité avec les réglementations, alors que certains concurrents ne sont pas aussi vertueux.



C'est un problème de la France, mais aujourd'hui le souci d'harmonisation qui se manifeste partout en Europe devrait petit à petit atténuer cette distorsion de vertu. Tous les efforts que nous faisons peser aujourd'hui sur la Commission pour avoir des réglementations assez harmonisées, bien souvent finissent sur les positions françaises ; il y a un certain nombre de cas où c'est le modèle français qui finit par s'imposer. On le voit en matière de défense du consommateur. La France défend bien le consommateur, elle le défend même très bien. Il y a d'autres pays où le consommateur



est beaucoup plus exposé à diverses entourloupes, à cause de trous dans la législation. Le travail qui est en train d'être fait aujourd'hui à Bruxelles rejoint les positions françaises. Il ne faut donc pas désespérer et se dire qu'on a été trop vertueux. Il faut se dire au contraire, qu'un jour, les progrès du droit et la demande sociale feront que les systèmes très exigeants comme les systèmes français, pourront être généralisés. Je ne voudrais pas pécher par excès d'optimisme, car on sent bien également que la poussée néolibérale des Anglo-saxons ne va pas dans notre sens. Donc à nous d'être forts au sein des systèmes de décision européens pour que notre vision des choses puisse s'imposer aussi et donc à nous d'être présents à Bruxelles. C'est l'Europe d'aujourd'hui, elle est comme ça ! Il faut bien en prendre la mesure et essayer de se battre, c'est tout ce travail de lobbying qui est en cours pour que notre vision du monde puisse être davantage partagée par nos amis européens. Il est évident que plus l'Europe s'étend vers le nord et vers l'est, c'est-à-dire vers les systèmes de pensée anglo-saxon et germanique, moins le système latin pèse lourd. Donc, je crois qu'il faut aussi veiller à ce que cette conception latine des choses puisse être mise en œuvre lorsqu'elle est bonne, lorsqu'elle sert l'intérêt commun.



**Valorisons les entrepreneurs
issus de l'immigration**

La question de l'immigration est vraiment essentielle ; nous avons été probablement trop défensifs dans les années passées sur cette affaire. L'un des travaux que nous sommes en train de mener sur la création d'entreprise est de valoriser des chefs d'entreprise, des entrepreneurs, des commerçants, des artisans qui sont issus de l'immigration. Le jour où nous aurons en



France un grand nombre d'entrepreneurs qui seront issus de l'immigration, qui seront d'origine africaine, d'origine maghrébine, mais qui seront dans leurs quartiers là où ils sont nés, là où ils ont grandi, des modèles de réussite sociale, à ce moment-là, nous aurons fait beaucoup plus pour l'intégration que tout ce qu'on a pu verser comme to-

mbereaux de subventions au nom de la politique des quartiers. Il faut essayer de bâtir un modèle dans lequel tout le monde peut réussir à condition de respecter la loi, la règle du jeu. Je pense que c'est aussi quelque chose qui suscite de l'espoir dans des quartiers où trop souvent on a enfermé les gens dans le dilemme assistanat/rébellion. D'ailleurs, c'étaient les mêmes qui étaient à la fois assistés et rebelles. Ils demandaient l'argent de l'Etat et en même temps ils se rebellaient contre la société dans laquelle ils vivaient, ressentant la profonde injustice de ce statut d'assistanat. Ce n'est pas notre discours.

Nous disons que la France est un pays qui peut offrir à chacun les chances de réussir en fonction de ses talents, de ses mérites, de sa capacité à innover et à trouver son chemin dans la vie.



Je ne suis pas de ceux qui considèrent qu'il y a une fatalité de classe ou d'origine sociale en France. Au contraire, de plus en plus, nous sommes un pays où les gens de talent peuvent se frayer un chemin et donc accéder à la réussite et en particulier les Français qui sont issus de l'immigration. Cela suppose également que de l'autre côté, on sache contrôler les flux d'immigration, parce qu'on intégrera d'autant mieux qu'on pourra réguler, intégration et régulation sont deux choses qui vont ensemble. C'est d'ailleurs ce que dit Nicolas Sarkozy, on peut être à la fois généreux et réaliste, et c'est ainsi que nous pourrons y arriver.



L'originalité de l'Europe est d'être une terre d'ouverture

En ce qui concerne l'expansion de la zone européenne, il est évident qu'il y a un moment où il faut s'arrêter, mais l'originalité de l'Europe est d'être une terre d'ouverture. Un sénateur américain se vantait récemment de ne pas avoir de passeport. Je ne connais aucun parlementaire européen qui se vanterait de n'avoir jamais franchi les frontières de son pays. De plus en plus cet espace européen est un espace d'ouverture sur le monde, et c'est probablement une de ses forces, refuser le nationalisme continental après avoir refusé celui des nations. Nous devons rester un continent d'ouverture, un continent qui est capable de faire sauter un certain nombre d'obstacles comme on le voit en ce moment à l'OMC, où l'Europe à travers son commissaire, a fait preuve de capacités d'initiatives, d'innovations, pour

faire tomber des barrières tarifaires et commerciales.

L'Europe est la première force humaine sur terre, sur le plan de la puissance économique, de la puissance en matière d'innovation, de sciences, c'est un espace énorme qui a besoin de digérer, de mûrir cette construction, résultat du dernier demi-siècle. Nous avons maintenant besoin, non pas de pause, mais d'organisation interne avant de poursuivre éventuellement toute autre expansion. Ce travail est en cours, aussi bien sur le plan institutionnel que sur le plan de l'intégration économique,

d'ouverture des marchés et il devra se traduire non pas par des peurs nouvelles, mais par des gains supplémentaires.

Avoir peur de l'Europe aujourd'hui, c'est méconnaître l'Europe. L'Europe est là pour apporter plus de richesses, plus de croissance à ceux qui sauront en tirer parti. Il faut mieux l'expliquer parce qu'elle est incomprise, mais c'est à vous, et aux entrepreneurs qui en seront peut-être les

premiers à en bénéficier, à expliquer à nos concitoyens que l'Europe n'est pas une menace, mais une chance.

Philippe SIMON

président de la CCI des Landes

Depuis le début de ma carrière, j'ai vu monter l'Irlande, le Portugal, l'Espagne, l'Allemagne de l'Est, des pays où j'avais des unités à gérer, et quand on voit le succès de ces pays-là qui sont maintenant au top, qui n'exportent pas de personnels mais qui en importent, je ne vois pas



pourquoi avec les dix pays nouveaux, on n'arriverait pas un tel succès. Je suis très confiant. Toutes les mesures prises depuis vingt ans prouvent, quand on voit l'influence de l'Espagne en ce moment au niveau international, qu'on n'aurait jamais pensé à cela il y a quinze, vingt ans. On en était même à un certain mépris de pays du Nord vis-à-vis de pays du Sud ; maintenant c'est l'Espagne qui nous donne des leçons. Mais ma question porte plutôt sur le temps de travail. Dans la mesure où les Etats-Unis, les autres pays qui se développent en Asie travaillent plus que nous, va-t-on rester à un système de trente-cinq heures complètement pénalisant ?

Renaud DUTREIL

François Fillon serait beaucoup mieux placé que moi pour vous parler du temps de travail. L'important est que les Français sont en train de comprendre qu'ils se sont fait gruger dans cette affaire. Au début les Français ont été séduits, il faut reconnaître les choses comme elles sont. Parmi les Français, des catégories comme les cadres supérieurs, qui sont des gens très formés avec un niveau culturel élevé, une analyse économique sophistiquée, ont été parmi les plus séduits aussi par les trente-cinq heures. Tout notre pays a été envoûté par cette illusion selon laquelle on pourrait travailler moins et être encore plus performant.



Le défi n'est pas de travailler moins, mais de travailler plus heureux



Je pense qu'aujourd'hui une prise de conscience se fait partout en France : le défi n'est pas de travailler moins, c'est de travailler plus heureux, et là, nous avons tous des efforts à faire. Une partie de la population adore travailler, d'autres souffrent au travail. L'effort qu'il faut faire est que le plus grand nombre de Français soient heureux de travailler, car le travail est une forme d'épanouissement et d'accomplissement personnel.

Il faut regarder si on peut encore faire des choses pour assouplir la législation sur les trente-cinq heures. La Loi Fillon a été votée, elle est à peine en application et toutes les possibilités ouvertes par cette loi ne sont pas utilisées. Pour qu'elles le soient, il faudrait que les partenaires sociaux remettent en cause un certain nombre d'accords qui ont été signés sous l'empire des lois Aubry ; et il n'est pas facile de remettre en cause des accords, des conventions collectives qui ont défini un régime du travail. Je vois des secteurs dans lesquels les choses se sont vraiment décriées et où petit à petit on arrive à surmonter le handicap des trente-cinq heures ; nous irons de plus en plus vers des parcours personnalisés. C'est ça qu'il faut essayer de mettre en œuvre.



De nouvelles libertés pour ceux qui ont envie d'entreprendre

Je prépare en ce moment un deuxième projet de loi type Initiative économique, qui permettrait de donner une nouvelle liberté à ceux qui



ont envie d'entreprendre : on voit bien qu'il faut avoir des statuts plus ouverts, plus innovateurs que ceux que nous avons. Notre pays a vécu essentiellement sur un modèle unique : celui du salarié à temps complet avec le CDI. On a tout construit autour de ce monopole du salarié, et on s'est enfermé dans le salariat, alors qu'en réalité il y a d'autres façons de travailler que d'être salarié en CDI à temps complet.

On peut être entrepreneur, c'est déjà un premier objectif qu'on s'est donné, à savoir qu'il y ait un plus grand nombre de Français qui travaillent en tant qu'entrepreneurs : entrepreneur indépendant, entrepreneur en société, et je crois qu'il faudra aller plus loin. On peut développer ce concept "d'intrapreneur" : qu'est-ce que c'est ? C'est quelqu'un qui demain aura un statut intermédiaire entre le statut d'entrepreneur et le statut de salarié ; il sera dans une entreprise, il ne travaillera que pour cette entreprise, donc il sera à l'image d'un salarié, mais il sera à l'intérieur de l'entreprise comme un entrepreneur, c'est-à-dire qu'il aura son autonomie, il sera peut-être jaugé non pas sur les heures passées dans l'entreprise, c'est-à-dire la durée du travail, mais sur ses résultats, sa performance. Il aura une capacité d'innovation plus grande.

Il faut que nous bâtissons, en France, de nouveaux statuts et que nous sortions de cette idée que le travail est uniquement le modèle de salariat que nous avons dans le Code du travail qui fait

1 500 pages et que vous savourez dans vos exercices d'entrepreneur ou d'employeur. C'est ce que les Espagnols ont fait : ils avaient un Code du travail archaïque qui était le Code du travail franquiste, avec un système quasi-féodal, celui des corporations. Ce système de code du travail ancien, espagnol, était protégé par les forces du pays ; au lieu de le démolir, de s'y attaquer, de le démanteler comme une forteresse, ils en ont créé un deuxième à côté. Ils ont créé ce qu'ils appellent le Code du travail dual, c'est-à-dire d'autres véhicules du travail. Il s'est passé petit à petit, sans drame social,

puisqu'ils ont accompagné l'éclosion de ce deuxième code du travail, une transfusion du marché du travail de l'ancien moule vers le nouveau moule. De sorte qu'aujourd'hui la société du travail espagnole est une société assez libéralisée, sans que pourtant il y ait eu de Bastille à démolir ou d'affrontement collectif.



Encourageons
les "intrapreneurs"



**Mon triptyque : Imagination,
action, résultat**

Je crois en l'imagination. Mon triptyque est : imagination, action, résultat. Trop souvent en France, nous connaissons des affrontements ou des conflits sociaux parce qu'on ne fait pas suffisamment travailler nos méninges. Chaque fois que l'on trouve une solution inédite, qui n'a jamais fait l'objet d'affrontements entre



les syndicats, le gouvernement, le patronat, les syndicats, tout à coup les choses se passent bien.



Inventons de nouvelle forme d'exercice du travail

L'imagination est le principal outil du changement. Dans ce domaine du travail, on voit bien que les positions sont très crispées, très idéologiques et qu'il y a des attachements très forts à un système qui a vécu : le salariat est né avec la révolution industrielle, avec le modèle taylorien, ce sont Les Temps Modernes, Charlie Chaplin avec la machine. C'est un modèle qui n'est pas forcément adapté à l'économie de l'intelligence. Il faut aujourd'hui faire preuve d'imagination pour inventer de nouvelles formes d'exercice du travail.



Remerciements

Jean-François BERNARDIN _____

Monsieur le Ministre, vous êtes aussi un militant politique et vous savez que, dans nos Universités, le protocole passe parfois au deuxième plan. Je vous remercie donc de m'autoriser à rompre ce dialogue, pour souligner que des personnalités

corses nous font le plaisir et l'honneur d'être présents - je vais demander à Raymond Ceccaldi, qui les connaît mieux, de nous les citer - ainsi qu'un certain nombre de personnalités du continent dont je tiens à saluer personnellement la présence.

Raymond CECCALDI _____

A tout seigneur, tout honneur, les Corses !



Je voudrais d'abord remercier ceux qui sont venus ce matin : le député maire d'Ajaccio, Simon Renucci et le président de l'ADEC, Jean-Claude Guazzelli. Puis ceux qui sont venus cet après-midi, plus nombreux, et qui ont pris sur leur temps de travail et même sur leur temps de repos, si je regarde ma montre : Claude Sozzi, président de la Chambre des Métiers avec qui on travaille véritablement en parfaite osmose ; Pierre Casalonga, président de l'URPME, Charlie Antona un de mes collègues de la Chambre de commerce et qui est président régional du MEDEF, Louis Grassi, président national d'ORGANIC ; le député de la Corse, Camille de Rocca Serra ; le président de l'Assemblée